



Brussels, 18 June 2025
(OR. en, fr)

9620/1/25
REV 1

SAN 259
PHARM 77

NOTE

From:	General Secretariat of the Council
To:	Delegations
Subject:	AOB for the meeting of EPSCO (Health) of 20 June 2025: The fight against disinformation on health issues - Information from Croatia, Estonia, France, Germany, Lithuania, Slovenia and Spain

**Continuer de garantir un niveau élevé de la qualité de bien-être et de santé
par l'Union de la santé.**

**La nécessité de soutenir le niveau européen de la lutte contre l'obscurantisme et
la désinformation en santé**

**Point divers demandé par l'Allemagne, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la France,
la Lituanie et la Slovaquie**

**La lutte contre la désinformation en santé s'inscrit dans le prolongement de nombreux
travaux européens de prévention et de promotion « éclairée » de la santé.**

La perte de confiance envers la science, les autorités sanitaires, et la perturbation du débat public
qui en résulte représentent un défi majeur pour nos démocraties.

La désinformation, plus particulièrement en santé, constitue en effet une menace structurelle pour
nos démocraties, nos politiques publiques, *de facto* sanitaires. La diffusion de désinformations et
d'informations erronées compromet la diffusion du savoir, la défense de la vérité scientifique, ainsi
que la résilience et la sécurité de l'Union.

La manipulation de l'information, qu'elle consiste en un partage de fausses informations sans intention de nuire, en un partage de fausses informations dans le but de tromper le destinataire ou en un partage d'informations vraies mais sorties de leur contexte dans le même but, perturbe le débat public et sape la confiance des citoyens dans les institutions sanitaires. La désinformation en santé constitue un risque sanitaire majeur en raison, par exemple, de la recrudescence de défiances vaccinales au sein de nombreux Etats membres, ainsi que d'informations erronées relayées en particulier sur les réseaux sociaux. Cela peut mener à des comportements à risque pour la santé, voire entraîner la mort.

Elle s'illustre, certes, particulièrement dans le domaine de la vaccination avec une recrudescence de la défiance vaccinale dans de nombreux Etats membres, mais les risques sont multiples notamment pour :

- Notre immunité collective et le développement des épidémies (à l'image de la forte épidémie de grippe connue cet hiver).
- Plus largement, la résistance aux mesures de santé publique et parfois même des pressions ou des actes de violence à l'encontre des professionnels de santé. Il devient même essentiel de prévoir parfois un soutien à ces derniers pour exercer sereinement leurs fonctions de soins.
- La désinformation en santé est continuellement alimentée par une constellation d'acteurs variés qui comprennent des influenceurs numériques, des représentants d'intérêts économiques, des relais politiques populistes et des réseaux organisés souvent transnationaux. Elle dépasse dès lors le seul cadre de la vérité scientifique et représente un enjeu de sécurité nationale et de résilience démocratique. En outre, la grande variété des sources d'information mais aussi de désinformations, est amplifiée par la viralité numérique propre aux réseaux sociaux, ce qui contribue à rendre plus complexe la réaction des pouvoirs publics afin de protéger les particuliers. Nous savons désormais que plus de la moitié des informations dédiées à la santé mentale relayées par certains réseaux basés sur des algorithmes (tels que Tik tok, Instagram, Youtube) sont dangereuses pour la santé des utilisateurs, d'autant plus lorsqu'ils sont jeunes ou influençables.

- La santé mentale et la prévention du suicide lorsque des informations manipulées sont répétées et martelées auprès de personnes en détresse ou ayant déjà développé des troubles du comportement (tels que des troubles alimentaires, le recours à des opérations esthétiques...).

Nous avons néanmoins réagi au niveau européen.

En témoigne l'adoption récente du Digital Services Act (DSA), qui vise aussi à lutter contre la désinformation en ligne par une collaboration renforcée avec les grandes plateformes numériques et qu'il convient désormais de déployer pleinement. S'agissant de la vaccination et dans le cadre du plan transversal pour vaincre le cancer, la recommandation adoptée sous présidence belge relative aux cancers à prévention vaccinale tels que les infections par les papillomavirus humains (HPV) et par le virus de l'hépatite B (VHB), contient des dispositions relatives à la désinformation.

Enfin, un ensemble de projets menés pour surmonter la défiance vaccinale et tous les obstacles à la vaccination (y compris informationnels), sont financés actuellement par les programmes santé et recherche (EU4Health et Horizon Europe).

Dans le contexte actuel, il devient nécessaire d'amplifier notre lutte contre la désinformation en santé.

A ce titre, l'évocation au sein de la stratégie de l'Union pour la préparation, qui englobe le domaine sanitaire parmi les fonctions sociétales essentielles, d'une journée européenne de la préparation aux crises qui viserait, entre autres, à lutter contre la désinformation représente une perspective intéressante pour renforcer la résilience et la résistance de la population aux tentatives de manipulation.

De plus, le déploiement de l'espace européen des données de santé, qui doit permettre de catalyser la recherche et l'innovation tout en renforçant la maîtrise des patients sur leurs données, pourrait être l'occasion de promouvoir une culture de la recherche scientifique auprès des citoyens.

Plus généralement, il semble indispensable de continuer à soutenir la recherche dans ce domaine, de former l'ensemble de la population par la mise en œuvre d'un programme d'éducation critique à la santé ou de promotion « éclairée » de la santé ainsi que de renforcer les outils institutionnels face aux crises de nature informationnelle dans le cadre d'une stratégie européenne d'influence scientifique intégrée.

Poursuivre nos efforts pour la reconquête de la confiance de la population signifie :

- Garantir une communication transparente par les professionnels de santé, les pouvoirs publics et la société civile, intelligible et facilement compréhensible à destination du grand public.
- Diffuser au sein de la population une culture de l'esprit critique en santé afin d'imposer la rationalité scientifique dans les récits.
- À l'instar de l'observatoire national que la France a décidé de lancer (lors d'un colloque à Paris le 18 avril 2025), un observatoire européen dédié à la lutte contre la désinformation en santé réunissant des représentants de tous les acteurs incontournables de la santé, pourrait être envisagé.
- Enfin, il apparaît crucial d'intensifier au niveau européen les discussions avec les grandes plateformes numériques sur leurs responsabilités en matière de régulation et de modération des contenus liés à la santé. Seule une approche coordonnée à l'échelle de l'Union peut permettre de répondre efficacement à l'ampleur transnationale de la désinformation. Dans le prolongement du DSA, il conviendrait d'engager une nouvelle étape de dialogue exigeant avec les opérateurs numériques, afin de garantir la mise en œuvre effective des obligations de transparence, de retrait rapide des contenus dangereux et de protection des publics vulnérables, notamment les jeunes.

La santé des citoyens européens et la solidité de nos démocraties en dépendent.

Courtesy translation into English:

Continuing to guarantee a high level of well-being and health through the Health Union.

The need to support the European level in the fight against health obscurantism and misinformation.

Information note from Croatia, Estonia, France, Germany, Lithuania, Slovenia and Spain

The fight against misinformation in the field of health is in line with numerous European initiatives in the field of prevention and “enlightened”/well informed health promotion.

The loss of confidence in science and health authorities, and the resulting disruption of public debate, represent a major challenge for our democracies.

Misinformation, particularly in the field of health, is a structural threat to our democracies, our public policies and, *de facto*, our health policies. The spread of disinformation and misinformation compromises the dissemination of knowledge, the defense of scientific truth, and the Union's resilience and security.

The manipulation of information, whether by sharing false information without intent to harm, by sharing false information with the aim of misleading the recipient, or by sharing true information taken out of context for the same purpose, disrupts public debate and undermines citizens' trust in health institutions. Health misinformation is a major health risk, given the upsurge in vaccine mistrust in many member states, and the misinformation relayed on social networks in particular. This can lead to health risks and even death.

This is particularly true in the field of vaccination, with an upsurge in vaccine mistrust in many member states:

- Our collective immunity and the development of epidemics (such as this winter's severe flu epidemic).
- More broadly, resistance to public health measures, and sometimes even pressure or acts of violence against healthcare professionals. In some cases, it is even essential to provide support to these professionals to enable them to carry out their care duties with serenity.

- Health misinformation is continually fuelled by a constellation of diverse actors, including digital influencers, representatives of economic interests, populist political relays and organized, often transnational, networks. It therefore goes beyond the realm of scientific truth and represents an issue of national security and democratic resilience. Furthermore, the wide variety of sources of information and misinformation is amplified by the digital virality of social networks, making it more difficult for public authorities to protect individuals. We now know that more than half of the mental health information relayed by certain algorithm-based networks (such as Tik tok, Instagram, Youtube) is dangerous to the health of users, all the more so when they are young or susceptible to influence.
- Mental health and suicide prevention when manipulated information is repeated and hammered home to people in distress or who have already developed behavioral disorders (such as eating disorders, recourse to cosmetic operations...).

Nevertheless, we have reacted at European level.

This is illustrated by the recent adoption of the Digital Services Act (DSA), which also aims to combat online disinformation through closer collaboration with the major digital platforms, and which now needs to be fully deployed. With regard to vaccination, and as part of the transversal plan to beat cancer, the recommendation adopted under the Belgian presidency on vaccine-preventable cancers such as human papillomavirus (HPV) and hepatitis B virus (HBV) infections already contains provisions on misinformation.

Finally, a series of projects aimed at overcoming vaccine mistrust and all obstacles to vaccination (including informational ones), are currently funded by the health and research programs (EU4Health and Horizon Europe).

In the current context, we need to step up our fight against health misinformation.

In this respect, the mention in the EU's preparedness strategy - which includes the health field among its essential societal functions - of a European crisis preparedness day, which would aim, among other things, to combat misinformation, represents an interesting prospect for strengthening the population's resilience and resistance to attempts at manipulation.

In addition, the deployment of the European Health Data Space, which is intended to catalyze research and innovation while strengthening patients' control over their personal health data, could be an opportunity to promote a culture of scientific research among citizens.

More generally, it seems essential to continue supporting research in this field, to train the entire population by implementing a critical health education or “enlightened”/evidence-based health promotion program, and to strengthen institutional tools for dealing with information-related crises as part of a European strategy of integrated scientific influence.

Continuing our efforts to win back the public's trust means:

- guaranteeing transparent communication by healthcare professionals, public authorities and civil society, intelligible and easy to understand for the general public.
- Disseminating a culture of critical healthcare thinking among the general public, in order to impose scientific rationality on the narrative.
- Following the example of the national observatory that France has decided to launch (at a symposium in Paris on April 18, 2025), a European observatory dedicated to the fight against health misinformation could be considered, bringing together representatives of all the key players in the health sector.
- Finally, it would appear crucial to intensify discussions at European level with the major digital platforms on their responsibilities for regulating and moderating health-related content. Only a coordinated approach at EU level can provide an effective response to the transnational scale of misinformation. Following on from the DSA, a new stage of ambitious dialogue should be launched with digital operators, to ensure effective implementation of obligations for transparency, rapid removal of dangerous content and protection of vulnerable audiences, particularly young people.

The health of European citizens and the solidity of our democracies depend on it.